

Comment modifier les comportements pour un Humanisme écologique, incluant la lutte contre le dérèglement climatique et replaçant l'Homme en symbiose avec la nature et non plus dans un rapport dominant / dominé ?

Respectable Loge, Les Neuf Frères, Orient de Grenoble, Région 6

Mots-clefs : Volonté politique, Éducation, Fédérer, Interdépendance, Solidarité

Problématique, Constat, Contexte

Notre quête, jusqu'à l'absurde, de richesses matérielles, en réduisant le monde à une simple "ressource" exploitable, est responsable de la grave détérioration de la biosphère et de sa transformation en un monde que la vie risque à terme de désert. Le coronavirus en est la conséquence, une de ces zoonoses qui se multiplient depuis quelques décennies, certaines espèces se rapprochant de nos habitats, déstabilisant les équilibres et facilitant la circulation des pathogènes du « cortège biotique » qui nous accompagne et qui nous relie aux cortèges biotiques des autres.

Comme conséquences désormais bien visibles : la contamination en masse, le confinement général, 48 000 morts de la pollution atmosphérique seulement en France tous les ans, chômage, canicule, dilapidation de milliards d'euros, dérèglement climatique (cyclones, sécheresses, ouragans...).

Il s'agit de rendre notre planète habitable pour toutes les espèces vivantes et d'atteindre au plus vite la neutralité carbone.

Le phénomène s'est accompagné d'une explosion des inégalités en termes de répartition de la richesse sur Terre et au sein de chaque nation. Il s'agit aussi de réduire ces écarts et les inégalités sociales en résultant, en revenant à l'Essentiel.

Nous avons connu d'autres crises : révolution française, choc pétrolier, grippe espagnole, ... Mais ce que nous pensions impossible, un arrêt partiel des économies, s'est imposé à la quasi-totalité des nations sur Terre en cette période de crise et de confinement, mais aussi de prise de conscience.

Nous ne devons pas pour autant retenir une écologie dure, juridique et punitive, condamnant l'Humain et l'Humanisme, mais une écologie populaire, solidaire et responsable, fondée sur une « Ecosophie ».

État des réflexions

Il est impératif de rétablir l'investissement citoyen et sa prise de responsabilité dans la vie de la cité.

Un quota, « droit à polluer », limité pour chacun, entreprises et particuliers, peut s'avérer nécessaire, avec un temps de contrainte avant que la jeune génération, plus sensibilisée, prenne le relais.

Le rôle de l'éducation est en effet majeur ; les comportements irresponsables, comme les jets dans les rues, ruisseaux et mers, de masques et gants, montrent que la leçon n'a pas servi à tous. Il existe pourtant des cas encourageants de réussite dans le passé, par exemple la résorption du trou d'ozone.

Le numérique supprimera certes des emplois, mais rendra plus autonome et favorisera les structures légères face aux mastodontes industriels. Il faut traiter sans a priori la question du revenu universel en prenant garde qu'il ne constitue pas une alternative au travail, et en l'envisageant a minima pour les plus jeunes en fin d'études et/ou recherche d'emploi.

Propositions concrètes, opérationnelles, disruptives

Notre nouveau mode de production doit être plus sobre, produire moins mais mieux et plus efficacement. L'utilisation des ressources doit être régénérative et non plus destructive.

Politiquement nous devons opter pour un modèle plus démocratique, favoriser la représentation du peuple, protéger les biens publics, être plus solidaires, assurer plus de justice sociale, plus de reconnaissance des minorités, favoriser la dignité des êtres humains, quel qu'ils soient, en bref un nouveau contrat social. Ce nouveau pacte social inclut aussi la nécessité de plus d'autonomie, un management participatif, plus de dialogue, de confiance, de travail en équipe, d'apprentissage en continu, caractéristiques toutes rendues nécessaires également par la révolution numérique.

Dans tout ce qui suit, le rôle de l'éducation est majeur, pour opérer une véritable révolution mentale, comportementale et trans-générationnelle, un partage et une consommation raisonnables des biens

communs et le recours volontaire et militant au renouvelable dans le respect des êtres et des cultures, dont la laïcité est une des pierres angulaires, et pour favoriser des débats citoyens pertinents, sachant que les réseaux sociaux aident aussi à la prise de conscience, parfois plus que les autres médias.

En priorité, bien gérer la transition nécessite des indicateurs robustes et quantitatifs de nuisance et bienfaisance écologiques (crit'air pour les véhicules, indicateur énergivore des aliments qui conduiront à une baisse de la consommation de la viande améliorant aussi le bien-être animal, ...)

Ils sont nécessaires à la mise en place d'une fiscalité écologique et sociale : exonération de TVA et modulation de l'impôt sur le revenu en fonction du bilan énergie/matière des consommations.

Dans cet esprit, il convient de ne plus évaluer les biens sur leur prix seul mais aussi sur leur contenu énergétique et leur niveau de pollution, d'atténuer le besoin de propriété au profil de l'usage, (voiture, lave-vaisselle, friperie...) et peut-être même favoriser, quitte au départ à contraindre, la location de voitures vertes plutôt que l'acquisition d'un véhicule particulier.

Puisqu'il est question de mettre en place de nouveaux indicateurs, il convient aussi de les concevoir aussi comme indices du bonheur des individus et de développement de la biodiversité,

La relocalisation des productions vitales ou essentielles paraît indispensable, ainsi qu'une modification des comportements, pour favoriser les biens de saison de production locale.

Il convient aussi de favoriser les semences paysannes, les énergies vertes (solaire, hydraulique, éolien...) chez les particuliers et les entreprises, partout où c'est possible, favoriser la retenue des eaux depuis la montagne et les plaines afin d'éviter les rejets en mer, favoriser un « rafraîchissement » de nos territoires, favoriser une agriculture locale vivrière pour plus d'autonomie, ainsi qu'une consommation plus durable et plus digitale en favorisant les circuits courts, le « bio » via une TVA favorable, etc....

Nous nous devons bien-sûr également de ne plus subventionner et financer les industries fossiles.

Il s'agit aussi de replacer les emplois près des lieux de vie et non dans de grandes zones éloignées et de réduire notre consommation d'énergie en adaptant nos heures de travail, favorisant les énergies vertes, en organisant différemment le travail (covoiturage, télétravail avec éventuellement des lieux proches dédiés, limitation des déplacements...).

Les entreprises utiles sur le plan social et environnemental doivent être favorisées et soutenues et pour cela, il serait utile d'inclure dans l'objet social des entreprises la participation au RSE.

Pour gérer en responsabilité et efficacement les crises, il est apparu en effet nécessaire de mobiliser tous les acteurs économiques afin de répondre au mieux aux besoins des situations.

Pour faciliter cette transition, il nous est apparu indispensable, tant pour l'industrie que pour l'agriculture, de mettre en place un revenu de transition écologique encadrant les écarts de revenus (salaires, dividendes etc...).

D'un point de vue politique, nous devons passer au gouvernement des hommes et de l'équilibre environnemental qui lui est indispensable plutôt que celui des finances pour assurer la cohésion de nos sociétés quel qu'elles soient.

De ce point de vue, il convient de développer une finance plus humaine, sans « trading » de haute fréquence, des conseils d'administration exclusifs (impossibilité de siéger dans plusieurs « en même temps »), intégrer les personnels (un siège au moins avec les mêmes droits).

Pour ce nouveau mode de gouvernance, il nous est apparu nécessaire, comme pour les acteurs privés, d'insérer dans les marchés publics des clauses sociales et environnementales.

Bien évidemment, ces diverses mesures ont un coût et nous devons réfléchir à leur financement. Une des pistes pourrait être la suppression pure et simple des dettes publiques, ce qui a déjà été fait en Islande mais on peut aussi se rapporter au « Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française » sous la présidence de Jacques Attali, ou se rappeler que l'Allemagne n'a jamais remboursé sa dette de guerre, tout en demandant à la Grèce de rembourser la sienne....

Enfin, cette restructuration ne peut pas être uniquement nationale, sauf à servir d'exemple pour d'autres ensuite. Il s'agit d'un véritable réaménagement du territoire, avec une véritable planification, concept que nous avons trop longtemps oublié, et dans le cadre européen mais aussi accompagné par une volonté politique mondiale. Certaines décisions récentes semblent aller dans ce sens comme la création d'un ministère du plan et les commissions citoyennes.

Au niveau européen, ce plan doit inclure notamment une relocalisation des secteurs vitaux tels que médicaments, énergie, produits essentiels ou/et de première nécessité, grâce à un protectionnisme coordonné et coopératif, une économie planifiée dont la préservation de la biosphère est la priorité car vitale pour l'Homme et le maintien d'une Humanité voire d'un Humanisme serein, en paix et solidaire.